

Sauver l'asile des griffes de l'UDC

> Migration L'UDC fait de l'asile un thème de campagne électorale. Le parti prend de nouveau la ministre socialiste Simonetta Sommaruga pour cible

> La conseillère nationale libérale-radical Doris Fiala, de retour d'une visite de camps de réfugiés, réagit. Elle s'engage pour une Suisse humanitaire et fustige l'attitude de l'UDC

Yves Petignat BERNÉ

Alors que l'UDC a choisi de mener une campagne agressive contre la ministre de la Justice Simonetta Sommaruga et contre la politique d'asile, à droite une voix singulière se fait entendre pour s'opposer à une exploitation populiste et électorale d'un phénomène mondial. De retour de Turquie, où elle a visité trois camps de réfugiés syriens fin juin, la conseillère nationale libérale-radical Doris Fiala (ZH) défend la tradition humanitaire de la Suisse. Et elle prévient: demander de fermer les frontières ou les centres d'accueil, c'est tromper les citoyens. Seule une large action de tous les pays européens a des chances d'avoir un effet.

Un moratoire d'un an

Mais cela reste une voix fragile face au durcissement du discours de l'UDC. Lors de l'assemblée des délégués du parti, début juillet, son président, Toni Brunner, a dénoncé «le chaos dû à l'échec de Simonetta Sommaruga» et prévenu que la population était sur le point de s'embraser. Il a demandé à ses sections locales de s'opposer de manière



Un garde-frontière contrôle un migrant à la douane de la gare de Chiasso. CHIASSO, 20 JUIN 2015

ferme et systématique à toute nouvelle ouverture de centre d'accueil, appelant à une résistance active. D'autre part, dans une motion déposée en juin, le conseiller aux Etats Peter Föhn (UDC/SZ) demande de suspendre l'application de la loi sur l'asile durant un an au moins, en recourant au droit de nécessité. Un moratoire soutenu par les délégués de l'UDC, qui ont

voté une résolution dans ce sens. Peter Föhn demande que plus personne ne soit admis dans la procédure d'asile durant un an, ni comme réfugié contingent. Les visas humanitaires doivent être suspendus et les demandes de regroupement familial rejetées. «Pour appliquer ce moratoire, un contrôle systématique sera rétabli aux frontières, au besoin

avec le soutien de l'armée», demande le sénateur. Qui souhaite que la protection des réfugiés de guerre soit assurée à proximité même des zones de crise, en imputant l'aide humanitaire au budget de l'aide au développement. Selon lui, «l'accueil prétendument humanitaire de Syriens choisis au hasard doit cesser». De son côté, le conseiller national Ernst Schibli

(ZH), relayant des rumeurs sur certaines pratiques de réfugiés érythréens, dénonce, dans une interpellation, les voyages à l'étranger, notamment dans leur pays d'origine, de requérants d'asile admis à titre provisoire. La question de l'asile, qui s'installe déjà dans un été caniculaire, menace d'enflammer l'automne électoral.

«La situation est trop grave pour en faire un jouet électoral»

> Fermer les frontières, comme le demande l'UDC, serait tromper les électeurs, souligne Doris Fiala

La conseillère nationale libérale-radical Doris Fiala, de retour d'une visite de camps de réfugiés syriens en Turquie, dénonce le discours populiste sur l'asile à des fins électorales.

Le Temps: Qu'avez-vous retenu de votre rencontre avec les réfugiés syriens?

Doris Fiala: Qu'il faut arrêter de parler d'un «problème». Un problème, cela suppose des solutions. Parlons donc plutôt d'un phénomène très grave auquel nous devons faire face tous ensemble. Il y a actuellement plus de 60 millions de réfugiés à travers le monde. Quand vous revenez de ces camps, vous perdez votre innocence. Vous ne pouvez pas raconter n'importe quoi. Et si cela ne vous touche pas au cœur, vous devriez abandonner la politique, car ce phénomène tragique remet toutes les théories en question.

– Qu'avez-vous visité?

– Trois camps en Turquie, à la frontière syrienne, avec la délégation du Conseil de l'Europe. C'est une situation inimaginable à laquelle sont confrontés ces personnes déplacées. Elles ont fui la guerre pour sauver leur vie, elles vivent en sécurité en Turquie, mais dans une situation très précaire. Elles rêvent toutes de retourner un jour en Syrie. A elle seule, la Turquie a accueilli plus de 2 millions de réfugiés. Mais 250 000 seulement vivent dans des camps de containers ou de toiles. Ils reçoivent nourriture, eau et soins médicaux ainsi qu'une aide psychologique. Les enfants vont à l'école grâce à des professeurs bénévoles. Les autres sont répartis dans des villages ou des villes où ils tentent de subsister. La Turquie mérite notre respect, car

– Récemment, un rapport de l'ONU a évoqué plus de 4 millions de personnes déplacées dans la région.

– Oui, c'est énorme. Si la Turquie, qui est un grand pays, accueille 2 millions de réfugiés, imaginez que le Liban, bien plus petit, en abrite 1,2 million, la Jordanie 660 000, l'Irak 245 000 ou l'Egypte 135 000. C'est un effort considérable des Etats voisins, qui sont pauvres. Rien que pour l'aide d'urgence cette année, il faudrait 2,9 milliards de dollars, selon l'ONU. Or jusqu'ici les Etats donateurs n'ont même pas versé 30%. Depuis le début du drame en 2011, la Suisse a dépensé 180 millions pour aider les pays de la région, sauf la Turquie. Or nous devrions être reconnaissants des efforts turcs, qui permettent d'éviter un flot grandissant d'immigrés vers l'Europe. Il serait normal que la Suisse fasse un geste envers ces pays.

– Certains pensent que la Suisse n'en fait pas assez...

– La Suisse n'a pas à rougir. Avec son aide de 180 millions et l'annonce qu'elle va accueillir 5200 victimes du conflit syrien, elle se situe en tête des pays les plus généreux. Elle est fidèle à sa tradition humanitaire et assume ses responsabilités. Nous venons juste derrière l'Allemagne, qui a pris en charge 30 000 réfugiés, mais devant les pays nordiques qui en ont pris 2500 ou certains pays comme la Grande-Bretagne, qui, tout en se plaignant d'être submergée, n'a accépté que 90 victimes de la guerre syrienne.

– Mais que peut-on encore faire?

– Face à l'immensité du drame, il n'y a qu'une action concertée et solidaire des Européens qui peut avoir un minimum d'efficacité. La Suisse doit donc s'engager avec force, à la

limite de ce qu'autorise la diplomatie selon moi, pour inciter nos partenaires européens à davantage de solidarité et à une meilleure répartition du poids des réfugiés, en proportion de la population et de la capacité financière de chacun. Plus égoïstement, il me semble aussi que, puisque l'asile, dans le cadre de Schengen-Dublin, touche de très près à la libre circulation, le futur négociateur qui prendra en charge le dossier européen doit faire valoir cette contribution suisse en faveur des victimes des conflits.

– Devra-t-on créer des camps sur place, comme le demande l'UDC?

– Des camps d'accueil, il y en a déjà sur place, entre autres en Turquie, en Jordanie. On peut, comme je le propose, mieux soutenir ces pays. Il serait effectivement plus intelligent de soutenir la Turquie que de faire venir ici des Syriens nombreux qui, pour des raisons culturelles, auront plus de mal à être intégrés. Il faut donc que les gens aient là-bas aussi des perspectives d'avenir, si la guerre doit encore durer des années. Sinon, dans quelques années, ils pourraient vouloir rejoindre en Suisse ou en Allemagne leur famille ou leurs amis. L'appel de la diaspora est une très forte motivation. Et là, compte tenu du fragile équilibre du climat politique en Suisse, qui reste encore favorable à l'asile, je crains que tout bascule. Donc aidons la Turquie comme les pays des frontières extérieures de Schengen à leur offrir un avenir et de l'aide.

– Et que penser de l'idée de fermer les frontières?

– On peut toujours utiliser de tels slogans électoraux, comme l'UDC. Mais en pratique tout le monde sait bien que c'est impossible. C'est même tromper nos électeurs que de laisser croire que l'on peut résoudre des défis de cette façon. Car les gens qui fuient une situation inhumaine passeront, par tous les moyens. Ils n'ont rien à perdre. Imaginez, si on essayait effective-



“ Je dis non aux abus, mais on ne touche pas aux principes de l'Etat de droit et aux droits de l'homme ”

Doris Fiala
Conseillère nationale (PLR/ZH)

ment de contrôler chaque personne à chaque frontière suisse, nous qui avons déjà 350 000 frontaliers. Fermer les frontières conduirait au chaos. Quand j'entends l'assemblée des délégués de l'UDC appeler à la résistance active contre l'ouverture de nouveaux centres d'accueil, cela m'inquiète fortement. Car on ne parle pas d'opposition politique, mais bien de résistance populaire dont on ne sait jusqu'où elle ira. Pour moi, c'est inadmissible et indigne d'un parti responsable. Nous devons donc nous réveiller et nous opposer à de telles dérives. Je dis non aux abus en matière d'asile, mais on ne touche pas aux principes de l'Etat de droit et aux droits de l'homme.

– On accuse souvent l'Italie ou la Grèce de ne pas respecter les accords de Schengen-Dublin.

– Il faut se rendre à l'évidence: quand 200 000 personnes traversent la Méditerranée au péril de

leur vie, aucun pays ne peut faire face tout seul. Pour leur malheur, l'Italie et la Grèce sont aux frontières extérieures et en bordure de mer. Par chance nous n'y sommes pas. Il faut soutenir ces pays, sinon ils exploseront. Je suis allée en Grèce visiter des camps de détention de femmes. Cela vous tombe dessus. Même le pire criminel en Suisse n'est pas traité ainsi. Or ces femmes syriennes n'ont rien fait d'autre que fuir la guerre. Au lieu de critiquer la Grèce, qui doit déjà faire face à une catastrophe économique et financière, aidons-la dans le domaine des réfugiés. Plutôt que de vouloir fermer la frontière, engageons-nous plus fortement dans le cadre de Frontex, avec des moyens financiers, avec nos spécialistes et notre expérience. Et multiplions les efforts diplomatiques pour une meilleure répartition des réfugiés à travers l'Europe.

– Selon l'UDC, il y a un chaos de l'asile en Suisse et la ministre socialiste Simonetta Sommaruga aurait échoué.

– Ce n'est pas parce que nous sommes en année électorale que l'on peut s'autoriser à oublier l'honnêteté intellectuelle. Un ministre de la Justice libéral-radical, UDC ou démocrate-chrétien aurait les mêmes problèmes. C'est trop facile de mener une telle campagne contre Simonetta Sommaruga. Et ce n'est pas crédible. Les électeurs savent très bien à quelle crise l'Europe est confrontée. Même un ministre UDC qui voudrait être plus dur devrait lui aussi respecter les droits de l'homme et les conventions humanitaires. Je me répète: 300 millions de migrants à travers le monde en ce moment et 60 millions de réfugiés au total. Des chiffres qui donnent le vertige! Aux risques globaux, il faut répondre par des actions internationales et une politique étrangère active.

– Et l'Erythrée?

– J'ai des doutes sur l'immigration en provenance de ce pays. Non pas sur la réalité du régime inhumain,

mais sur la capacité d'intégration des réfugiés pour des raisons culturelles et le manque de formation. Ils sont presque 25 000 en Suisse, mais ils ne répondent pas aux critères de l'asile. La plupart tombent très vite à l'aide sociale. Il faut attendre au moins dix ans pour qu'ils parviennent à s'intégrer et à pouvoir prendre un emploi (50% travaillent après 10 ans).

– Il y aurait des requérants qui rentrent au pays pour une visite...

– Peut-on les accuser globalement d'abuser de l'asile, de rentrer impunément au pays, comme le fait l'UDC? La preuve est difficile à apporter. La Suisse ne permet pas aux réfugiés de voyager dans leur pays d'origine. Malheureusement, des abus, il y en a toujours et cela nous met en colère. Mais il faut lire les rapports de l'ONU: ceux qui retourneraient au pays risqueraient la mort ou la torture. Je constate qu'aucun pays européen ne prend jamais le risque de renvoyer un requérant débouté en Erythrée. Le comportement est un peu comme celui du lapin devant le serpent. Mais faire des reproches à Simonetta Sommaruga de ne pas agir assez? Ce n'est pas fondé.

– Quelle solution pour l'asile?

– Accélérons la procédure d'asile. Au PLR, c'est la voie que nous défendons. Or, après avoir soutenu cette accélération, voilà que l'UDC freine et élève des critiques. On n'y comprend plus rien. C'est pourquoi je défends l'idée qu'il faut deux représentants de l'UDC au Conseil fédéral: mettons-les à ramer avec nous dans la barque plutôt que de les laisser faire des vagues en dehors. Selon l'UDC, les autres ont toujours tous les torts et elle sait mieux que les autres. Alors, mettons l'UDC aux responsabilités et votons la concordance! La situation est trop grave pour faire de l'asile un jouet électoral. **Propos recueillis par Y. P.**

► **Un sondage sur les Suisses face aux réfugiés: Page 6**